

Journal Canora volume 10, numéro 49

septembre 2005

bimensuel canadien

10 ans déjà

JOURNAL CANORA

Journal des Canadiens et Canadiennes d'origine africaine, antillaise et asiatique



La 27eme Gouverneure du Canada sera une Noire

Sommaire :

- John Garant, le Nationaliste P1
- La pénurie des enseignants P2
- La 27eme Gouverneure du Canada sera une Noire P3
- La pénurie des enseignants (suite) P3
- Programme Connexion Compétences Appel à candidatures P4
- Les choses qui arrivent aux autres P4
- Publicité P4
- Publicité P5
- Père Hebga, Satan et le Pouvoir P6
- Immigrer au Canada P7

JOURNAL CANORA

2 rue Carlton suite 605 Toronto Ontario M5B 1J3

Tél : (416) 203 3979 (416)-203-1342

Télec : (416) 203 1238

Canoraaa@on.aibn.com WWW.Canoraaa.com

Le journal est disponible sur le web.

www.canoraaa.com

Le Journal n'est pas responsable des propos exprimés dans les articles

Conseil d'administration de l'organisme CANORA qui vous offre ce journal :

Présidente : Fanta Ongoiba

Vice-président : Gerard Karuhanga

Secrétaire général : Patrick Lando

Conseiller N. techno : Patrick Lando

Conseiller communautaire : Estache Karenxo Onu

Conseiller aux communications : Kingsley Tafon

Conseiller aux Affaires : Alain Julien Masso

Conseiller jeunesse : Haba Albert

Conseillère à la Condition féminine : Aimé Mapho

Conseiller l'emploi : Ernest Tamfo

Représentante Québec : Yasmin Hemeni

Représentante Afrique : Oswald Lewat

Représentant maritimes : Ayangma Noël

Représentant USA : Donat Sine

Directeur général et exécutif : Jacques Yamdje

Services aux entreprises : Madiou Mariko

Supervision de la Rédaction : François Yabit

33 bénévoles

JOHN GARANG, LE NATIONALISME, LE POUVOIR, ET NOUS

Devant la douleur compréhensible des uns, les interrogations des autres, et toutes sortes de confusions, d'affirmations, de supputations, d'accusations et de menaces, nous avons volontairement choisi d'attendre, de ne pas parler, de ne pas livrer si vite notre cœur. Dans l'histoire de l'Afrique, les événements comme ce que nous n'avons aucune peine à appeler " l'assassinat de John Garang ", ne sont pas nombreux, mais ils sont significatifs, chargés d'émotions, de messages, d'enseignements, et de renseignements.

Nous aurions eu tort de nous précipiter, car au-delà de l'homme, c'est tout le symbole de ce que représente le nationalisme africain en cette étape trouble et agitée de l'évolution politique du continent, qui est en cause. Nous avons voulu prendre ce temps, afin qu'au moment précis de la rupture de notre silence, notre lecture de l'événement, emporte une remobilisation et une interpellation réelle de toutes les forces qui continuent de se livrer au combat contre les pires dictatures du continent. Depuis l'assassinat de Thomas Sankara, la destruction de John Garang est le plus douloureux effacement brutal d'un leader nationaliste africain, après que Amilcar Cabral de Guinée Bissau, Samora Machel du Mozambique, et Murtala Mohamed du Nigeria aient connu un sort identique.

Nous ne sommes plus seulement placés dans la prospective d'une banale analyse d'universitaire qui chaque semaine, livre des éléments politiques et idéologiques de compréhension de la marche du monde à son entourage. Nous sommes placés dans la situation de nationaliste engagé qui a l'obligation de chercher et de comprendre comment il sera possible dorénavant, de changer la société sans mourir, de renverser le cours des événements sans dérouler des rancœurs, de pardonner les traîtres et tous les mécréants sans subir par la suite leurs complots.

La question de savoir si le pardon devrait rentrer dans la planification politique des nationalistes, est devenue essentielle voire fondamentale. La réponse à cette question semble déterminer la survie des nationalistes, le succès des révolutions et l'avènement d'un changement effectif. Pourquoi Sankara s'est-il laissé tuer par un salaud d'opportuniste malgré toutes les mises en garde? Lorsqu'en effet on présenta toutes les preuves des complots que préparait Compaoré contre le leader du pays des hommes intègres, il s'exclama : si Compaoré veut me tuer, il n'y a pas de parade, et de toute façon, j'irai l'attendre au ciel.

Non seulement Sankara attend toujours au ciel, mais Compaoré vient de prendre toutes les dispositions pour mourir au pouvoir, président à vie, comme les autres.

L'occasion est unique, pour revenir sur les conférences nationales, la manière dont elles furent conçues dans les années 1990, et les objectifs qu'elles visaient à atteindre. En réalité, les dictateurs et leurs complices planqués à l'étranger, ont récupéré ces institutions pour les manipuler à l'insu des peuples et les vider de leur sens premier. L'idée selon laquelle les conférences nationales devaient déboucher sur la réconciliation et le pardon, aura été et demeure une très mauvaise chose. C'est toute la conception du changement et des régimes politiques alternatifs qui ont été violés.

John Garang meurt en fait pour n'avoir pas compris ou pour avoir compris sans prendre assez de précautions, les rouages idéologiques et diplomatiques de la confrontation des intérêts dans le contexte de la lutte nationaliste. Les mercenaires qui tirèrent à bout portant sur Ruben Um Nyobè, avaient la possibilité de le capturer et de la ramener vivant. Mais que non ! les nationalistes de cette trempe, ne doivent pas vivre. Il faut éliminer les symboles par tous les moyens. Il est dès lors superfétatoire, de spéculer sur les causes de la chute de l'avion de John Garang. A Londres, Paris, Washington, Khartoum, et au siège de l'ONU, on sait qui a fait exactement quoi dans ce drame. On a toujours su comment est survenu l'accident de l'avion de Juvénal Habyarimana. On savait aussi que l'événement déclencherait des tueries, ce que l'Occident transforme maintenant en campagne promotionnelle contre une mauvaise marque de savon.

Tous les acteurs des assassinats des nationalistes africains sont toujours aux commandes de l'Afrique, et les réseaux qui les appuient sont plus actifs que jamais. Ce sont ces réseaux qui sont à la base de la multiplication des révisions constitutionnelles pour généraliser les présidences à vie. Au Togo, ce sont toujours eux. Ils ont confisqué

l'Union Africaine et vidé cette bêtise de sa plus élémentaire substance. Mais ce qui importe, c'est pour nous, et tous ceux qui demeurent engagés dans un processus courageux de remise en cause de l'ordre établi, la leçon qui compte. Il ne faut pas se demander pourquoi Mandela n'a pas été victime de ces réseaux. La vérité est plus complexe, cruelle, et dangereuse. Il est encore trop tôt pour révéler au reste du monde, les conditions de l'avènement de la majorité noire au pouvoir en Afrique du Sud. Ce sont les enfants de nos enfants qui se chargeront du déballage à ce sujet, et ils découvriront sans doute, que le prix payé a été trop élevé et ne valait pas la peine.

Ce n'est pas se tromper, ou mentir à l'histoire, que d'affirmer que le grand théâtre de la " Commission vérité et réconciliation ", constitue une des plus grandes manipulations que l'humanité ait jamais connues. Après la guerre de 1945, l'Occident avait constitué le tribunal de Nuremberg, pour juger et condamner les criminels nazis et tous leurs complices à travers le monde. Chez nous, le même Occident nous apprend que nous devons nous contenter d'entendre les criminels, les juger et leur pardonner, afin que la vie continue comme si rien ne s'était passé.

Nous courrons des dangers multiples, si l'on prend en considération la manière dont les classes gouvernantes, se préparent pour les lendemains, et surtout les milliards colossaux détournés et gardés pour attendre les lendemains. Le jour où le peuple aura conquis le pouvoir, ces bandits livreront une guerre civile atroce. Ils sont décidés à tout détruire après eux, à tuer tout le monde sur leurs chemins. Leurs enfants le disent sans se tromper, et leurs comparses se préparent sans dormir.

Dans ces conditions, les conférences nationales n'ont plus le même sens. Le bilan de celles que nous avons connues par-ci et par-là, témoignent assez de la manière dont les régimes sales vont reprendre les choses en mains avec leurs complices étrangers. Le retour de Sassou Nguesso au pouvoir à Brazzaville en dit long, tout comme l'intronisation du rejeton d'Eyadema. L'ONU, l'Union Africaine dans sa forme actuelle, et l'Union Européenne, soutiennent ce jeu. A la vérité, on n'a pas encore accepté dans aucune capitale occidentale, la perspective d'une Afrique constituée entièrement d'États démocratiques. L'Occident n'y trouverait plus son compte, et les jeux au sein de toutes les instances internationales seraient brouillés, bouleversés, remis en cause complètement. Voilà le nœud du problème.

Alors, d'où vient l'erreur de John Garang? Les leçons sont multiples. Il ne fallait pas accepter d'aller prendre un poste de vice-président dans un régime raciste et dictatorial que l'on a combattu pendant plus de vingt ans. Il fallait négocier pour l'indépendance immédiate et totale du Sud Soudan ou rien du tout. Chaque fois que les nationalistes sont entrés dans ce genre de compromis, ils se sont fait tuer et les peuples ont perdu l'essentiel. La confrontation des intérêts est telle qu'il est possible de planter des traîtres partout. Il importe donc, de laisser de côté le langage de la conciliation et de la réconciliation. L'étape historique dans laquelle nous nous trouvons, ne se prête plus à cette stratégie en Afrique.

Certes, si dans le cas du conflit israélo-palestinien, nous soutenons la négociation et la réconciliation, en saluant ouvertement l'intelligence des dirigeants actuels des deux peuples, jamais plus il ne faudrait l'envisager pour l'Afrique. Le fossé est devenu trop grand entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, de même que les intentions et les ambitions sont radicalement contradictoires.

Les milliards volés dans les caisses de l'État sont gardés pour nous faire la guerre demain et bloquer tout changement. Nous n'allons pas devant une telle planification satanique et génocidaire, nous offrir en sacrifices comme de vulgaires prédicateurs dans un trou infestés de serpents venimeux.

C'est sur le chemin de retour de Tanzanie où il venait de signer des accords de paix avec la guérilla du FPR conduite par Kagamé que Juvénal Habyarimana a été assassiné. Il faut simplement comprendre que la décision de l'éliminer avait été prise depuis longtemps à Washington, pour l'encrage d'un point d'implantation géostratégique des États Unis en Afrique. Ce qui se passe aujourd'hui avec le placement d'un Rwandais à la tête de la Banque Africaine de Développement et d'une Rwandaise au poste de Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), constitue une preuve irréfutable. John Garang n'était pas bien conseillé. Nous ne tomberons plus dans ce piège. Les rebelles Hutus du FDD l'ont bien compris, et imitant Kagamé, ils ont mené la lutte jusqu'au bout. Le pouvoir s'arrache, il ne se donne pas.

Shanda Tonme s'essaye sur un sujet très important...

Dénoncez les destructeurs de notre avenir!

PÈRE HEBGA, SATAN ET LE POUVOIR

Entretien avec le prêtre exorciste sur le phénomène de la sorcellerie au Cameroun.

Il y a des hommes d'Église qui sont satanistes. Ses téléphones portables sonnent sans cesse, mais il décroche rarement. Quand, au retour de ses multiples voyages à travers quatre des cinq continents, il ouvre son bureau, sis à l'Aumônerie catholique de Mélen, à Yaoundé, il est débordé de sollicitations. Ministres et pauvres hères, hommes d'affaires prospères et étudiants, villageois et citadins, gens de peine comme gens de fortune, doivent s'armer de patience pour espérer un entretien.

Meinrad-Pierre Hebga est sans doute l'un des hommes qui reçoivent le plus dans ce pays. Et, souvent, à propos d'une même préoccupation: la sorcellerie. Un phénomène grandissant. Paradoxe, le mal prend de l'ampleur, malgré le recul des frontières de l'ignorance. Ce qui met en difficulté les thèses couramment répandues qui veulent que le mysticisme et la croyance en la sorcellerie soit le fait de personnes frustrées, sans éducation.

Meinrad-Pierre Hebga soutient, à contrario de ces doctrines, que la sorcellerie est même plus courante dans les hautes sphères du pays, qu'au sein des couches pauvres de la société. Et que le mal n'épargne pas les milieux des Églises.

Anthropologue, ethnologue et philosophe, Meinrad-Pierre Hebga se bat depuis plus de trente ans pour faire admettre la rationalité de la pensée africaine. Contre nombre de ses collègues du continent, qui, à l'instar de la plupart des Occidentaux, en doutent. Soutenue à la Sorbonne en 1986, sa thèse intitulée Rationalité d'un discours africain sur les phénomènes paranormaux, publiée chez L'Harmattan en 1998, aborde des phénomènes, apparemment irrationnels, tels que la lévitation ou la connaissance paranormale, par une approche pluridisciplinaire.

L'Africain soucieux d'approfondir les thèses de cet universitaire dont les interventions restent très appréciées des étudiants, lira utilement son Afrique de la raison, Afrique de la foi, paru chez Karthala en 1995. Ou encore Sorcellerie et prière de délivrance, publié par Présence africaine. Prêtre jésuite, exorciste, il s'investit justement dans «le ministère de la délivrance». C'est à ce titre que Mutations l'a sollicité. Pour entretenir les lecteurs sur le phénomène de la sorcellerie et la peur qu'elle provoque à tous les niveaux de la société. De quoi s'agit-il?

D'où vient le mal? Comment le combattre? Qu'est ce que la sorcellerie?

La sorcellerie, c'est l'ensemble des oeuvres des sorciers

Et qu'est-ce qu'un sorcier?

Un sorcier ou une sorcière est quelqu'un qui est habité par une puissance mauvaise, pas par un démon, mais par un pouvoir, une puissance mauvaise.

Peut-on être sorcier sans le savoir? Oui. On peut parfois naître avec ces dispositions-là. Il y a des gens qui naissent avec. Au fond, on naît avec des possibilités qui sont neutres.

Sorcier est pourtant toujours péjoratif... Normal. Celui qui jette le sort n'est pas un médecin. Il faut distinguer le sorcier du médecin traditionnel ou du devin ou du prêtre traditionnel.

Comment et quand ce «pouvoir» que certains ont à la naissance cesse d'être «neutre»?

Chez les Béti, ce qu'on appelle «Evu» n'est pas seulement mauvais. Chez les Bassa, le «Hu» n'est pas toujours mauvais. C'est un pouvoir neutre et que l'on oriente par l'initiation. On dit que, chez les Béti, quand un enfant naît et qu'un devin voit en cet enfant un grand pouvoir, il peut devenir un grand musicien ou devenir un médecin traditionnel, il peut devenir un devin, etc. Mais il peut aussi nuire aux gens. Le parent dit: «Je veux qu'il ait un «Evu» de bon usage ou au contraire de nuisance». C'est pourquoi peut-on dire qu'on peut naître sorcier, au moins dans ce sens que le pouvoir de base est un pouvoir neutre, au départ, mais qu'on oriente vers le bien ou le mal.

Quelle différence existe entre la sorcellerie, la magie noire la magie blanche?

La magie est une technique qui, d'après le magicien, le rend capable d'agir, soit sur les forces de la nature, soit sur Dieu lui-même. C'est cela la magie. La magie est dite noire lorsque ses desseins sont mauvais; au fond, c'est l'équivalent d'un vilain sorcier. La magie est parfois dite blanche; c'est ce qu'on appelle aussi la prestidigitation, qui est donc une technique de gens très habiles à jouer avec les objets, par exemple. Celui qui fait de la magie blanche, ne nuit à personne. Dès qu'il vous dit: monsieur faites attention, je vais prendre votre portefeuille dans

votre veston, vous tenez le veston, il vous montre votre portefeuille et vous ne savez comment il a fait.

Y a-t-il des peuples plus sorciers que d'autres?

Je vois que chez nous, les Africains, les gens disent que c'est le Bénin le plus fort. Les gens s'en vont là-bas, les Camerounais y vont massivement. J'ai été attaqué par une femme qui est partie du Cameroun, pour aller s'armer à Cotonou; elle m'a taxé d'anti-sorcier ... Même dans les pays africains anglophones, les gens estiment que c'est là-bas au Bénin qu'il y a le plus de force. Pas mal de Camerounais vont aussi en Inde, au Népal, à Katmandou.

Pour quelles raisons?

Pour renforcer leurs ressources, pour accéder à quelque chose de plus puissant. Dans nos villages, les femmes sont, plus souvent que les hommes, accusées de sorcellerie. Est-ce qu'il y a plus de sorcières que de sorciers?

Dans la Bible, c'est la femme qui apporte le péché; elle apporte le diable en mangeant le fruit défendu qu'elle donne à son mari. Chez les Béti, on dit que c'est la femme qui, par sa curiosité a apporté l'Evu. Selon le Béti, Dieu avait mis dans un même village l'homme et la femme pour qu'ils s'assument; il a mis l'Evu dans un autre; mais la femme, par curiosité, est allée voir ce que faisait l'autre. Et comme elle avait transporté l'Evu, l'Evu lui a dit qu'on ne le portait pas sur le dos, et a exigé d'être porté dans le ventre de la femme; c'est pourquoi, dit-on que ce sont les femmes qui ont pris l'Evu dans le ventre et qui l'ont apporté dans le village des hommes.

Quel crédit accorder à ces traditions orales, qu'elles soient bibliques ou béti?

Je pense que si on dit que les femmes sont plus portées à cela, c'est parce qu'en général, les femmes sont plus portées vers le mystique que les hommes. Même dans la religion, ce sont les femmes qui vont à l'église, elles ont une certaine attraction vers le sacré et le mystérieux. Ce n'est pas parce que les hommes sont moins mauvais que les femmes, mais ils côtoient moins le surnaturel que les femmes, c'est pour cela que les femmes sont plus.

Entretien mené par Xavier Luc Deutchoua



ANNONCE

La cuisine communautaire est un projet d'une durée de 12 mois, conçu par le Regroupement des Femmes Immigrantes Francophones (REFIF).

Ce projet est financé par le TCHC (**Toronto Community Housing Corporation**), visant à acquérir des connaissances et des outils nécessaires pour repérer les signes et les causes de la détérioration de la santé des femmes immigrantes francophones, dues à la mauvaise alimentation ou au stress.

La cuisine communautaire est un groupe de personnes qui se réunissent dans le but de bien se nourrir avec peu d'argent. L'objectif est de favoriser l'éducation aux cuisines collectives par la promotion, la formation et la diffusion des techniques développées en cuisine collective; briser l'isolement et construire la confiance en soi; valoriser, acquérir et partager ses connaissances; expérimenter des projets de travail; briser l'isolement des personnes vivant dans des conditions économiques difficiles; favoriser des liens d'entraide entre ces personnes; remédier, en partie, aux difficultés économiques des personnes à faibles revenus; permettre de réaliser une réelle économie dans la préparation de plusieurs repas

En partenariat avec le **centre francophone**, nous animons des ateliers culinaires permettant aux participantes d'acquérir des techniques de préparation d'aliments sains et nutritifs mise au point par la diététicienne du Centre francophone pour prévenir les maladies telles que: le cancer, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète, etc.

Lors de nos rencontres, les participantes présenteront les recettes traditionnelles de leurs pays d'origines.

Pour participer à la cuisine communautaire, veuillez appeler au
(416) 345-8449.

BOUTIQUE CHEZ TSHIANDA L'AFRICAIN
 Super Wax, Super Soso, Bou Bou Broderie, Robe Africain
 Chaussures D'Italy et Cassettes VHS, DVD, Africain



398 Dundas St. E., Toronto
 Super Soso: \$20 Mon-Sat: 11:00 am-8:00 pm Sun: 11:00 am-6:00 pm
 Shoe Sizes Men: 8-17 Women: 7-12 (416) 469-1435

ECONOMY OPTICAL

8 College Street
 Toronto, ON M5G 1K2
 416-922-4870

Bus: (416) 298-8745
 Cell: (416) 994-5043
 Fax: (416) 298-3896



Ernest Tamfo
 Mortgage Consultant

Dominion Mortgage Corporation
 Mortgage Brokers
 4651 Sheppard Ave. E. #205, Scarborough, Ont. M1S 3V4

Give your business the competitive edge
 Affordable website and e-commerce solutions for small business

THIET VO
 Web Design & Database Consultant

Tel: 416-364-7755
<http://websmart.esmartdesign.com>

PAULINE YAT, LL.B, BL.
 BARRISTER, SOLICITOR & NOTARY PUBLIC
Called To The Ontario and Nigerian Bars

10 Kingsbridge Garden Circle
 Suite 704, Mississauga
 Ontario, Canada.
 L5R 3K6

Tel: (905) 502-3505
 Fax: (905) 502-3506

AFRICAN GARDEN CAFÉ
 368 QUEEN ST. E. TORONTO



416.603.0905



KEYS

T W M Compu Age

NOTE BOOKS	REPAIRS
COMPUTERS	Computers, printers, fax machines
SERVICES	DATA RECOVERY
PROJECTORS	NETWORK & INTERNET
NETWORK HARDWARE	CABLING & SETUP
PRINTERS	
TONERS	

P: 416-777.9996
 F: 416-777.9903
sales@twmcompuage.com
www.twmcompuage.com

CEESAY'S
Sporting Goods

1802 Eglinton Avenue West
 Toronto, Ontario M6E 2H6

416-787-1460
www.ceesays.com



Lamin Omar Dibba, CGA
 Full Service Accountant

1071 King Street West
 Suite 319
 Toronto, Ontario
 M6K 3K2

Tel: 416-340-0515
 Cell: 416-936-9999
 Fax: 416-340-0518
 Email: gamron@yahoo.ca



LIBRAIRIE
Champlain
 A FRENCH BOOKSTORE

468 Queen Street East, Toronto, Ontario M5A 1T7
 Tel: (416) 364-4345 • Fax: (416) 364-8843

A DIVISION OF AMERSON DISTRIBUTION INC.

KEYS
www.keys.ca

Kingston

182 Sydenham Street
 Kingston, ON
 K7K 3M2
 Telephone: (613) 546-5559
 Fax: (613) 546-9592
 Hours: 8:30 -4:30 Mon to Fri
 Sept to June Tues til 6
 e-mail: jobs@keys.ca

Gananoque

Gananoque Community Resource
 Centre (Sampson House)
 215 Stone Street South
 Gananoque, ON
 Telephone: (613) 382-1085
 Fax: (613) 382-2492
 Hours 8:30 - 4:00 Mon to Fri
 email: jobsqan@keys.ca

Êtes-vous victime de violence? Vivez-vous une situation difficile? Appelez la ligne *elle-écoute*.

Ligne de crise pour femmes francophones de 16 ans et plus, disponible 24 heures/24 et 7 jours/7 dans la région du sud-ouest et du centre-sud de l'Ontario.



OASIS
 CENTRE DES FEMMES

416-657-2229
 ou
1-877-679-2229

APPEL À CANDIDATURES PROGRAMME CONNEXION COMPÉTENCES

Avec le concours financier des Ressources Humaines et Développement des Compétences Canada, Canoraaa a développé, voici plusieurs années, le programme Connexion Compétences dont le but et les objectifs sont d'aider les jeunes francophones de minorités visibles vivant dans l'Ontario à améliorer leur employabilité.

Ce programme a deux composantes : 1) des ateliers d'acquisition des compétences de 3 à 4 semaines et 2) un stage pratique en milieu de travail de 26 semaines environ.

Si vous êtes:

- francophone résidant en Ontario en qualité de citoyen canadien, résident permanent ou s'être vu accorder le statut de réfugié;
- âgé de 15 à 30 inclusivement
- pas étudiant
- sans emploi ou sous-employé
- pas entrain de recevoir les prestations d'assurance-emploi;
- et que vous avez besoin d'aide pour surmonter les obstacles à l'emploi dans votre domaine de compétences, faites parvenir votre Curriculum Vitae à canoraaa@on.aibn.com



CONVERSION FROM VIDEO TAPE-TO-DVD COPY DVD-TO-DVD AUDIO TAPE-TO-CD	CONVERSION FROM VIDEO TAPE-TO-CD COPY CD-TO-CD VIDEO TAPE-TO-CD VIDEO-TO-VIDEO TAPE	ALL SYSTEMS TRANSFER: VIDEO TAPE PAL SSECAM MASECAM NTSC
---	---	--

NEW DOLCE AFRICANA
 400 Dundas street East
 Toronto
 M5A 2A5
 Tel: 416-913-5614

DOLCE AFRICANA SHOP
 WHAT IS NEW?
 FOOD. COMESTIC

Produit de beauté. Aliment tropical

Accounting/Bookkeeping INCOME TAX Expertise at An Amazingly Low Cost!

30 \$ Fixed

PERSONAL TAX RETURNS



Peter
Mobile: 647. 882. 5812

Small Businesses/Sole Proprietorship
 Unlimited T-4, Corporation Tax
 GST/PST & Payroll

E-File

For small business bookkeeping, call:

905 290 8451 ext 224

1550 South Gateway Road
 Suite 310-312
 Mississauga, ON, L4W 5G6

UNI-SOURCE FINANCIALS

LES CHOSES QUI ARRIVENT AUX AUTRES: UN MARABOUT DIVISE UN FOYER

Victime d'un oubli, une femme se fait escroquer par un marabout qui manque de peu de détruire son mariage.

L'histoire remonte à quelques mois et se passe dans la ville de Bafoussam, où vit le couple Monihat. Monsieur Monihat est cadre dans l'administration, madame est enseignante dans un lycée de la place. Comme toute bonne femme, elle fait partie d'une "réunion des femmes dynamiques" où on cotise

50 000 F CFA tous les mois. Jusqu'à ce jour fatidique les choses se passaient plutôt bien, les femmes se faisaient confiance. Il y a quelques mois donc, une membre qui devait être absente le jour de la réunion remettait son argent à madame Monihat, pour qu'elle puisse cotiser à sa place. Madame Monihat rentre chez elle avec l'argent dans une enveloppe qu'elle balance négligemment dans la chambre conjugale, et oublie.

Le dimanche jour de la réunion arriva, madame Monihat s'y rend, cotise sans problème et ne se rappelle pas qu'une membre lui avait remis son argent. Elle ne s'est même pas rendue compte qu'on a lu le nom de cette dernière et qu'on a mis "échec" devant son nom. Madame Monihat tranquillement rentre chez elle et découvre dans la chambre conjugale deux jours plus tard une enveloppe contenant 50 000 F CFA donc elle ne s'est souvenue de l'origine. Son mari non plus ne se souvient pas avoir mis une pareille somme dans une enveloppe, encore qu'il était sur la dèche ces derniers temps.

Il conseille sa femme de bien chercher dans sa tête, car il est sûr que ce n'est pas lui qui a mis cet argent-là.

C'est alors que surgit l'idée d'aller consulter un Marabout.

Elle se rendit alors au village voir sa mère qui la conduit chez un marabout. Ce dernier leur confirme ce que les deux femmes soupçonnaient déjà : "Votre mari veut vous tuer madame". Il récupère d'abord les 50 000 F CFA et demande à madame Monihat d'apporter en plus dans les brefs délais la somme de 200 000 F CFA pour qu'il travaille sur elle. "Il faut surtout faire vite, car un cadavre peut tomber" avertit le devin. De retour à la maison, elle commença à regarder son mari d'un air soupçonneux. Elle lui rendit tout de même compte de leur visite chez le marabout, et lui fit état de la somme de 200 000 F CFA demandée par le Marabout pour "travailler" sur elle. Elle se garda cependant de lui dire ce en quoi ce travail consistait. L'homme qui, sans être favorable à cette démarche ne voulait tout de même pas paraître soupçonneux, l'autorisa à vider leur compte commun à la banque qui ne contenait d'ailleurs que 150 000 F CFA.

Après concertation, les deux femmes se disent que comme c'est le mari qui voulait tuer sa femme, si elle utilise l'argent commun du couple cela risque ne pas marcher. Madame Monihat se "débrouille" donc autrement, comme les femmes savent le faire, et trouve les 200.000 F CFA qu'elles remettent au Marabout. Ce dernier leur promet que tout ira bien désormais, qu'elle peut aller dormir tranquille. Désormais c'était le froid dans le foyer, la femme dormait même déjà sur le canapé, suivant les recommandations du marabout qui avait demandé qu'elle ne dorme plus dans la même chambre que son "sorcier" de mari.

Le rappel

Deux jours après que le marabout ait perçu l'argent, une troisième membre de la réunion appelle au téléphone celle qui avait donné son argent à madame Monihat et lui rappela qu'elle n'avait pas cotisé lors de la séance passée, et comme elle avait déjà bénéficié, elle était frappée d'une amende de 50%, donc 25 000 F CFA. En somme, elle devait apporter 75.000 F CFA pour la prochaine séance. Elle tombe des nues, demande si madame Monihat était à la réunion ce jour-là. On la rassura qu'elle était bien là et qu'elle avait cotisé seulement pour elle-même. C'est avec rage qu'elle débarqua chez madame Monihat et chercha à comprendre. C'est alors, mais seulement alors que madame Monihat s'est souvenue de l'argent dans l'enveloppe, et se rendit compte du gouffre dans lequel elle s'était enfoncée. Un bref calcul lui fait comprendre qu'elle aura 75.000 F CFA à rembourser à la réunion, ajoutés aux 250.000 empochés par le Marabout, sans compter que le foyer en chancelle. Elle accourt chez le marabout et tente de récupérer l'argent. Trop tard ". Quand quelque chose entre à la chefferie ça ne sort plus", dit-on en pays Bamiléké. Le mari qui a été injustement accusé s'est senti aussi touché dans son amour propre, conclut que sa femme faisait plus confiance aux marabouts qu'à lui-même, et s'apprêta à tirer les conclusions. Heureusement que les médiateurs sont entrés en scène et les choses semblent s'être calmées. Mais madame Monihat a perdu beaucoup, en argent et en estime. Avis aux consultants des marabouts.

LA 27ÈME GOUVERNEURE GÉNÉRALE DU CANADA SERA UNE NOIRE

Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada

La fonction est certes essentiellement honorifique, mais la canadienne d'origine haïtienne Michaëlle Jean sera nommée gouverneure générale du Canada en Septembre prochain, pour un mandat de 6 ans.

En effet, la décision du Premier Ministre Paul Martin de nommer la journaliste québécoise Michaëlle Jean au poste de gouverneure générale du Canada, a fait la une des journaux canadiens et du monde entier au début du mois d'août.

Âgée de 48 ans, Mme Jean travaille à Radio-Canada et à la CBC depuis 1988. Elle anime aussi des émissions aux deux chaînes publiques d'information continue, RDI et CBC Newsworld.

La journaliste succédera à Adrienne Clarkson, dont le mandat de six ans se termine en septembre. Mme Clarkson travaillait, elle aussi, à la CBC lorsqu'elle a été nommée gouverneure générale.

Mme Jean ne sera pas la plus jeune à accéder au poste de gouverneure générale du pays. Edward Schreyer, qui a occupé cette fonction de 1979 à 1984, avait 43 ans lors de sa nomination à ce poste.

Mme Jean, qui a une fille de six ans, sera la première Québécoise à occuper cette fonction depuis Jeanne Sauvé, dont le mandat a duré de 1984 à 1990. Mme Sauvé a elle aussi été journaliste et animatrice à Radio-Canada.

QUI EST DONC MICHAËLLE JEAN?

Née à Port-au-Prince, en Haïti, Mme Jean est arrivée à Thetford Mines, au Québec, alors qu'elle avait 11 ans, a indiqué Radio-Canada. Sa famille a fui Haïti en 1968, alors que François Duvalier était au pouvoir, indiquent les notes biographiques disponibles sur le site Internet de la CBC.

La journaliste parle cinq langues (français, anglais, espagnol, italien et créole). Elle a étudié à l'Université de Montréal et en Italie.

Après des études en langues et littérature, elle s'est dirigée vers le journalisme. Après son entrée à Radio-Canada, elle s'est fait connaître du public à l'émission Virages, qu'elle coanimait avec Gérard Pelletier.

Elle a par la suite animé différentes émissions et a été chef d'antenne du Téléjournal et du bulletin Le Monde.

Son travail lui a valu au moins trois prix, dont un prix de journalisme attribué par Amnistie internationale, en 1995.

Par ailleurs, Mme Jean a réalisé avec son conjoint, le cinéaste Jean-Daniel Lafond, le documentaire Tropic Nord ou comment on peut être noir et Québécois.

La nouvelle chef de l'État canadien pourrait devoir affronter des mers agitées peu après sa nomination, étant donné la position minoritaire du gouvernement de Paul Martin. Confronté à un Parlement instable, il avait choisi l'automne dernier de prolonger le mandat de Mme Clarkson, afin de pouvoir compter sur une gouverneure générale d'expérience dans l'éventualité d'une crise constitutionnelle.

La situation n'a pas tellement changé à Ottawa, même si M. Martin s'est engagé à tenir des élections au début de l'année prochaine.

En attendant la prise officielle de fonction, déjà des voix s'élèvent contre cette nomination qui a surpris tout le monde. D'aucuns reprochent à Madame Jean d'avoir par le passé soutenu le mouvement séparatiste québécois. D'autres pensent plutôt qu'elle ne connaît pas assez l'histoire et les valeurs canadiennes puisqu'elle n'est arrivée dans ce pays qu'en 1968. Même au sein de la Légion Royale on murmure déjà que notre « Chef d'État » ne pourra se dire « Chef des Armées ». De même on lui reproche sa double nationalité.

LA PENURIE D'ENSEIGNANTS EST REVOLUE

Suite et fin

Un autre indice de pénurie dans certains domaines spécialisés est le nombre grandissant chaque année de demandes des conseils scolaires pour obtenir des permissions spéciales en vue d'engager du personnel. Au cours des trois dernières années, les conseils scolaires ont demandé annuellement de 2 700 à 3 000 permissions spéciales ou autorisations temporaires parce qu'ils n'avaient pas réussi à trouver du personnel qualifié en vertu du règlement.

"L'étude sur la transition à l'enseignement de l'Ordre a permis de découvrir en 2004 que les nouveaux diplômés dans certains domaines sont toujours en grande demande."

Selon les données du ministère de l'Éducation, 1 200 lettres de permission sont émises aux conseils scolaires chaque année.

Parmi les domaines en demande, notons le français langue maternelle, le français et l'anglais langues secondes, les études technologiques, les langues internationales, les études commerciales, l'éducation à l'enfance en difficulté, les sciences et les mathématiques.

L'Ordre accorde des approbations temporaires quand un conseil scolaire, après avoir tenté de combler, sans succès, un poste qui exige des qualifications particulières, offre ce poste à un enseignant membre de l'Ordre qui n'a pas les qualifications additionnelles requises.

L'Ordre a accordé 1 500 approbations temporaires en 2003-2004, soit une année scolaire record. Les qualifications les plus demandées depuis les débuts de l'Ordre sont : français langue seconde, éducation à l'enfance en difficulté, bibliothéconomie et anglais langue seconde.

Se charger de l'avenir

Bien que la pénurie d'enseignants généralistes ait été contrecarrée avec succès, davantage d'attention et de ressources seront toutefois nécessaires pour faire face au manque d'enseignants qualifiés dans certains domaines. L'embauche ciblée et le soutien à l'intégration au travail aideront à soulager la pression sur les épaules des conseils scolaires de l'Ontario.

En outre, il faut redoubler d'efforts pour attirer et soutenir les étudiants des programmes en éducation de langue française, ainsi que ceux qui ont acquis de l'expérience en sciences, en mathématiques et en études technologiques.

"Les qualifications les plus demandées depuis les débuts de l'Ordre sont : français langue seconde, éducation à l'enfance en difficulté, bibliothéconomie et anglais langue seconde."

L'appui à l'insertion professionnelle est une autre façon de répondre au besoin. L'étude de l'Ordre sur la transition à l'enseignement continue de montrer que nombre de nouveaux enseignants se voient confier des tâches dans des domaines comme l'éducation à l'enfance en difficulté et le

français langue seconde, pour lesquelles ils ont peu ou pas de préparation, et reçoivent peu de soutien.

De meilleurs programmes d'insertion professionnelle contribueront au succès de ces enseignants et les encourageront à enseigner dans ces domaines en grande demande et à rester plus longtemps que s'ils étaient laissés à eux-mêmes.

L'étude sur la transition à l'enseignement de 2004 a aussi démontré que maints enseignants néo-canadiens, y compris ceux qui possèdent des qualifications dans les domaines en demande comme les sciences et les mathématiques et qui répondent aux critères d'inscription à l'Ordre, n'ont pas réussi à trouver de postes permanents. Un meilleur appui à l'insertion professionnelle pourrait également permettre d'affronter les derniers vestiges de la pénurie d'enseignants en Ontario.

La pénurie de directeurs d'école perdure

La vague de départs à la retraite qui a balayé la profession enseignante au cours des sept dernières années a provoqué des problèmes de dotation du personnel au chapitre des postes de directeur d'école et de directeur adjoint. En décembre 2000, l'Ordre prévoyait que plus de 75 % des membres qualifiés pour occuper l'un de ces postes partiraient à la retraite au cours de la décennie, et que près de la moitié d'entre eux le ferait avant 2005.

Ces départs ont grandement affecté les agents de recrutement des conseils scolaires.

Chaque année, les conseils scolaires de langues française et anglaise ont rapporté leur échec à combler des postes de directeur d'école et de directeur adjoint. Depuis l'an 2000, l'Ordre a émis en moyenne 175 approbations temporaires annuellement en vue d'affecter des enseignants n'ayant pas les qualifications requises à des postes de direction.

Jusqu'à maintenant, au cours de la présente décennie, environ 1 000 enseignants de l'Ontario obtiennent chaque année une qualification additionnelle de directeur d'école. Malgré ce nombre, l'Ordre a émis plus de 175 approbations temporaires au cours de l'année scolaire 2004-2005.

La pénurie d'enseignants qualifiés pour occuper des postes de direction est toutefois plus grave au sein des conseils scolaires de langue française. En effet, ces conseils demandent en moyenne 20 % des approbations temporaires annuellement. Ce taux est extrêmement disproportionné puisque ces conseils ne représentent que 5 % de la population totale des élèves de la province.

LA PÉNURIE D'ENSEIGNANTS EST RÉVOLUE

La pénurie d'enseignants qui a sévi au cours des sept dernières années en Ontario est résolue, mais il reste des trous à combler.

Frank McIntyre

Juin 2005 **La pénurie d'enseignants en Ontario est chose du passé.**

Cette nouvelle est cependant une piètre consolation pour les directeurs d'école qui n'arrivent pas à trouver d'enseignants qualifiés pour combler des postes vacants dans certains domaines.

Ces problèmes en dotation du personnel, notamment en français, en mathématiques, en sciences et en technologie, pourraient également devenir bientôt histoire ancienne si le gouvernement et les facultés d'éducation y répondent aussi efficacement qu'ils l'ont fait, il y a huit ans, pour contrecarrer la pénurie d'enseignants généralistes dans la province.

Depuis 1999, le nombre de nouveaux enseignants a augmenté considérablement chaque année. Grâce à cette croissance de la population enseignante, les conseils scolaires ont été en mesure d'embaucher les remplaçants à long terme dont ils avaient besoin pour combler les nombreux départs à la retraite.

Le gouvernement et les facultés d'éducation de l'Ontario et de l'État de New York ont tenu compte des avertissements de l'Ordre et des autres intervenants, d'où l'augmentation du nombre de nouveaux enseignants.

Depuis les records atteints il y a quelques années, le taux annuel de départs à la retraite a considérablement diminué et continue de baisser. Pour la première fois en Ontario depuis le milieu des années 90, le besoin de nouveaux enseignants se fait bien moins sentir.

Toutefois, les conseils scolaires ont toujours de la difficulté à engager du personnel de remplacement qualifié dans certains domaines. Les enseignants spécialisés en français langue maternelle et langue seconde, en technologie, en physique, en chimie et en mathématiques sont toujours en grande demande.

On avait prédit la pénurie

Pour parler profession publiait, pour la première fois en 1997, des articles qui alertaient la province au sujet d'une pénurie d'enseignants qualifiés entre 1998 et 2005, principalement à cause du grand nombre d'enseignants embauchés dans les années soixante et au début des années soixante-dix qui allaient partir à la retraite en masse.

En 1998, la première étude s'appuyant sur le tout nouveau tableau des membres de l'Ordre a permis aux intervenants en éducation de mieux comprendre les besoins émergents des conseils scolaires devant cette pénurie imminente. La demande à la hausse allait s'étaler sur tous les domaines de l'élémentaire et du secondaire, dans toutes les régions de la province.

L'Ordre avait alors prédit des départs à la retraite en grand nombre et les retombées qu'ils entraîneraient sur la demande d'enseignants généralistes à l'élémentaire et au secondaire, et sur certaines matières du secondaire comme le français langue seconde et les études technologiques, ou encore sur des postes exigeant des qualifications spéciales, comme directeur adjoint ou directeur d'école.

"D'une moyenne annuelle de 4 000 départs à la retraite par an de 1993 à 1997, l'exode est passé à 7 000 par an entre 1998 et 2002." La même année, le conseil de l'Ordre avait fortement recommandé à la province de financer 10 000 places supplémentaires sur une période de cinq ans dans les facultés d'éducation de l'Ontario. Une analyse des données de 1999 de l'Ordre et du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario a confirmé le taux excessivement élevé de départs à la retraite à prévoir jusqu'en 2005. D'une moyenne annuelle de 4 000 départs à la retraite par an de 1993 à 1997, l'exode est passé à 7 000 par an entre 1998 et 2002. En 2003, il était de 5 500. Vers la fin de notre décennie, on s'attend à un taux plus près des tendances normales, soit autour de 4 500 départs annuels.

Population enseignante à la hausse

Le gouvernement de l'Ontario a réagi à l'appel de l'Ordre. Le nombre de places financées dans le programme de formation à l'enseignement d'un an est passé de 5 000 en 1998-1999 à 6 500 en 2000-2001, niveau qui se maintient en 2005-2006.

En tenant compte des diplômés de 2005-2006, la province a financé 9 000 places de plus dans les programmes des facultés d'éducation que si le niveau

de financement était resté le même qu'en 1998-1999. En fait, le nombre de places aurait plafonné.

De plus, des nouveaux programmes de formation à l'enseignement ont été mis en œuvre, comme ceux de l'Institut de technologie de l'Université de l'Ontario et de l'Université Trent. Durant cette période, grâce aux nouveaux postes en enseignement disponibles en Ontario, l'intérêt pour la profession s'est ravivée. De moins de 8 000 postulants en 1997 et en 1998 (le taux le plus bas jamais enregistré), on est passé à 15 000 par an dans les années qui suivirent, d'après le Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario.

"Seulement environ un enseignant sur treize quitte la profession au cours de ses trois premières années de pratique." Malgré l'augmentation du nombre de places dans les programmes de formation à l'enseignement de la province, l'offre ne suit pas la demande. De nombreux Ontariens se sont tournés vers les universités frontalières des États-Unis pour suivre leur formation à l'enseignement. Le nombre de nouveaux enseignants de l'Ontario diplômés d'une université américaine a augmenté considérablement, passant d'une moyenne d'environ 500 par an en 1998 et en 1999 à environ 1 300 entre 2002 et 2004. L'augmentation du financement des facultés d'éducation de l'Ontario, l'introduction de nouveaux programmes et la croissance du nombre de diplômés des universités frontalières ont contribué à former, entre 2000 et 2005, 12 000 enseignants de plus que si le niveau de 1999 s'était maintenu. Cette croissance a permis de répondre à la pénurie d'enseignants que le conseil de l'Ordre avait identifiée en 1998.

Notre décennie

Outre la baisse des départs à la retraite, moins d'enseignants quittent la profession en début de carrière. Beaucoup plus de nouveaux enseignants demeurent dans la profession en Ontario comparativement à bien d'autres endroits. En effet, seulement environ un enseignant sur treize quitte la profession au cours de ses trois premières années de pratique.

De plus, certains retraités optent pour des possibilités de préretraite qui sont désormais offertes par le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario : ils peuvent enseigner jusqu'à 90 jours de classe par année scolaire pendant quelques années de plus. Cette situation augmente donc davantage le nombre d'enseignants disponibles. Ces revirements de situation récents (augmentation du nombre d'enseignants, baisse du taux de départ des nouveaux enseignants, hausse du nombre de retraités continuant à enseigner) ont provoqué la croissance de la population enseignante. Le nombre de membres à l'Ordre est passé de 172 000 en 1998 à 193 000 en 2004.

Signes d'un trop grand nombre d'enseignants

L'étude de l'Ordre sur la transition à l'enseignement met en lumière que déjà, certains nouveaux enseignants éprouvent plus de difficultés à trouver un emploi à mesure que la pénurie d'enseignants se fait oublier.

Dans la 3^e année d'étude, l'Ordre a découvert que, bien que les diplômés en éducation de 2003 ont trouvé du travail en enseignement avant mars 2004, seulement 45 % d'entre eux avaient obtenu des postes permanents, contre 55 % en 2002 et 70 % en 2001. La difficulté de trouver des postes permanents prouve aux conseils scolaires de la province que nous sortons petit à petit de la période de grande demande.

Pour les néo-canadiens membres de l'Ordre en 2003, la perspective d'emploi est encore plus alarmante : en mars 2004, 15 % d'entre eux n'avaient pas trouvé d'emplois convenables, et parmi ceux qui enseignaient, seulement 38 % avaient un poste permanent.

Une certaine pénurie persiste

Bien que la pénurie d'enseignants généralistes soit bel et bien résolue en Ontario, les conseils scolaires font toujours face à des défis en dotation du personnel afin de remplir des postes exigeant des qualifications particulières.

Notre étude sur la transition à l'enseignement a permis de découvrir en 2004 que les nouveaux diplômés dans certains domaines sont toujours en grande demande, surtout ceux qui ont suivi des programmes de formation en français et ceux qui sont spécialisés en physique, en chimie, en mathématiques, en informatique, en études commerciales et en études technologiques. Parmi les diplômés de 2003, ceux qui possèdent l'une de ces qualifications avaient 50 % plus de chances de trouver un poste permanent l'année suivant la remise de leur diplôme.

IMMIGRER AU CANADA

Les statistiques de Citoyenneté et Immigration Canada révèlent un manque de personnes de langue française dans toutes les sphères de l'économie.

Malgré cette pénurie les immigrants francophones se heurtent à de sérieux problèmes.

En tout premier lieu les compétences linguistiques. Le Canada bien qu'affichant son bilinguisme n'en reste pas moins un pays de langue anglaise d'est en ouest.

Ainsi, l'immigrant francophone qui ne comprend pas ou ne maîtrise pas l'anglais a la sensation d'être arrivé dans un monde très différent de ce qu'on lui avait venté et auquel il s'attendait.

Une longue route sinueuse et pénible se dessine devant le nouvel arrivant. Des problèmes de langue créent de mauvaises communications, et de l'incompréhension. Les informations inadéquates amènent chez l'immigrant beaucoup de frustration. Soudainement, sa venue au Canada lui semble une erreur.

Démuni et sans ressources, il devra accepter des emplois en deçà de ses qualifications qu'elles soient d'ordre universitaire, technique ou pratique.

Les diplômés étrangers sont évalués en fonction des standards canadiens. Ce processus d'évaluation crée un décalage de termes, de titres, de profils de cours et même de dénomination des diplômes acquis à l'extérieur du Canada.

Ainsi privé de son pouvoir de diplômé, l'immigrant francophone n'a plus que trois alternatives devant lui.

1) Retourner sur les bancs de l'école et obtenir de nouveau le droit d'exerce son métier, 2) Accepter de reconvertir sa profession en technique et finalement 3) réorienter sa carrière vers d'autres avenues professionnelles.

Mais tout cela prend du temps et de l'argent. Si le premier ne fait pas défaut le second en revanche vient à manquer rapidement surtout quand l'on vit en Ontario. Donc en attendant, il faut survivre et accepter des emplois qui permettent d'acquérir de l'expérience au travail.

Après les problèmes de langue, de qualifications viennent s'ajouter les problèmes d'emploi. Passons sur la cruelle difficulté pour un immigrant de se trouver un emploi, pour en venir à l'obstacle des us et coutumes nord-américaines du monde du travail.

En d'autres termes, se faire engager est en soi une bataille mais conserver sa position en est une guerre quotidienne. Au-delà de l'apparence physique, la façon de se vêtir, de s'exprimer ou pas, de s'alimenter, de socialiser sont autant de petits détails qui, mal acceptés, mal perçus peuvent mener, s'il y avait conflit, au licenciement de l'immigrant. Il est primordial pour l'étranger d'observer le milieu dans lequel il travaille et de s'y assimiler rapidement tout en se respectant. C'est avant tout une question de civisme et de respect.

La situation n'est pas désespérée, loin de là. Une nouvelle vie, de nouveaux défis, de nouvelles connaissances enrichiront la vie de l'immigrant s'il suit ces quelques conseils.

Apprendre l'anglais. Réorienter carrière, son métier. S'intégrer en se respectant.

Au Canada, la liberté de la personne est fondamentale, c'est pour cela que vous l'avez choisi et vous avez eu raison. Votre réussite dépendant de vous ne se fera pas en un jour. Mais surtout n'oubliez pas :: «À Rome on fait comme les romains.» C'est une question de **civisme** et de **survie**.

Anne Rice, Consultante

Connexion Emploi Mississauga 905-285-9947



ATELIER DE PERCUSSIONS AFRICAINES

AVEC

NJACKO BACKO

Tout les Dimanches

Enfants: 12h à 13h

Debutant: 13h à 14h30

Prof: 14h30 à 16h

Au 352 1/2 Rue Queen Est

(Queen et Parliament)

\$15/adultes, \$10/enfants

Pour information:

(416) 836-8951

nbacko1121@rogers.com

BOBBETTE JONES-KEITA, B.A., LL.B. Barrister, Solicitor, Notary Public

250 Consumer Rd
Suite 1005
Toronto, ON
M21 2V6

Tel: 416 496 0200

Fax: 416 496 0500

Tall Free: 1-866-706 2226

Web: www.joneskeitalaw.com

Email: bobbette@joneskeitalaw.com

Explorez vos horizons.



Services d'emploi et d'info-carrière du YMCA

Découvrez un nouveau monde de recherche d'emploi!

Les Services d'emploi et d'info-carrière du YMCA aident les jeunes personnes à découvrir la bonne voie en décrochant un emploi qui peut les amener à une carrière ultérieure. Une gamme de services gratuits est offerte:

- Accès au téléphone pour les appels locaux, service de photocopie et de télécopie
- Accès aux ordinateurs pour le traitement de texte
- Accès à l'Internet pour la recherche d'emploi
- Bibliothèque de ressources et d'information sur le marché du travail

Nous offrons aussi un service individuel de consultation et des ateliers se rapportant aux domaines suivants:

- La rédaction du curriculum vitae, les techniques de recherche d'emploi, les techniques d'entrevue et aptitudes à la communication
- Orientation vers des programmes d'emploi subventionnés
- Évaluation professionnelle et développement de carrière
- Tests d'aptitudes et d'intérêts

Décollez vers un futur avenant! Le taux de succès de nos clients est de 85%; certains trouvent un emploi, certains choisissent de reprendre leurs études.

Services d'emploi et d'info-carrière du YMCA

260, rue Cedar
Sudbury (Ontario)
(705) 674-2324

www.sudbury.ymca.ca/employment

Lundi au vendredi - 8h00 à 16h30

Mardi - 8h00 à 19h00

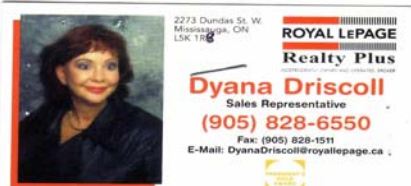
Nous offrons également des services à Val Caron, Hammer, Caprèol, Chelmsford et LeVack

674-2324

Ouvrez les portes vers un vaste monde de possibilités!

Dans ce numéro

- **John Garang, le nationalisme, le pouvoir et nous.** La rédaction
- **La pénurie d'enseignants est révolue** Frank McIntyre
- **La 27eme gouverneure générale du Canada sera une noire** La rédaction
- **Les choses qui arrivent aux autres: bafoussam, un marabout divise un foyer** Bénévole
- **Père hebga, satan et le pouvoir** Bénévole
- **Connexion Compétences** La rédaction
- **Publicité** La direction
- **Graphisme et maquetiste** Thiet Vo
- **Documentation** Bénévole



TOP 10% IN CANADA
FOR 25 YEARS CALL FOR FREE
MARKET EVALUATION



1104 Bloor Street West
Toronto On N6H 1H8
416.538.1257

Journal Canora volume 10, numéro 49 septembre 2005 bimensuel canadien

JOURNAL CANORA

Journal des Canadiens et Canadiennes d'origine africaine, antillaise et asiatique

2 rue Carlton suite 605 Toronto Ontario M5B1J3, Tél :(416)203 1342 Téléc : (416) 203 1238
Canoraaa @on.aibn.com, www.canoraaa.com
Michaëlle Jean Gouverneur du Canada

